

**Réponse de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez  
à la consultation publique de l'ARCEP sur la mise en conformité des conventions  
d'établissement et d'exploitation des réseaux câblés**

---

La Communauté d'agglomération du Grand Rodez note tout d'abord avec satisfaction que les conclusions du rapport sont globalement en phase avec les analyses et propositions émises par les collectivités et l'AVICCA, et s'inscrivent dans le cadre de la commande législative tendant à la mise en conformité des conventions câble. Cependant, le rapport soulève aussi quelques interrogations et remarques :

- **Chapitre 1 – section 6 :** Des collectivités dont le Grand Rodez ont depuis deux ans formulés des propositions de mise en conformité du contrat à l'opérateur, selon les termes même des préconisations du rapport, « limité à la suppression de la clause d'exclusivité ». Celles-ci n'ont jamais été acceptées par l'opérateur qui conteste jusqu'à la typologie des contrats dans le but de se soustraire aux sujétions de service public et d'obtenir la propriété du réseau (négarion de l'existence de biens de retour). Ce désaccord foncier des parties est essentiel pour appréhender le caractère ténu de la difficulté à surmonter. Or, il me semble que la formulation de cette partie du rapport n'est pas suffisamment contradictoire et laisse à penser que la difficulté est imputable aux collectivités. Pourtant la suite du rapport souligne le bien fondé en droit de la position adoptée par les collectivités face aux prétentions du câblo-opérateur. En conséquence une formulation plus nuancée et équilibrée me semblerait plus opportune.
- **Chapitre 2 – section 1-2 :** La distinction opérée au sujet des réseaux dits « nouvelle donne » (dont fait partie celui du Grand Rodez) entre l'établissement et l'exploitation est à mon sens superficielle, car elle n'est qu'une interprétation de la volonté supposée du législateur, d'ailleurs contredite par la pratique. Elle est susceptible de créer un point d'appui pour une interprétation orientée de la part du câblo-opérateur pour critiquer la qualification et la nature juridique des contrats. Aussi, il conviendrait d'adopter une formulation plus prudente.
- **Chapitre 2 – section 1-3 :** Ici par contre, j'estime que le rapport est beaucoup trop timoré dans ces conclusions, au regard des arguments pourtant extrêmement forts développés tout au long de cette partie, en matière de typologie et de critères de classification dégagés sur la nature des contrats, tant par la DGCL que de l'étude concordante de Monsieur Emmanuel GLASER. De plus, il est selon moi préjudiciable de renvoyer systématiquement le soin de trancher un débat, à une interprétation souveraine des juges. Le câblo-opérateur pourrait y percevoir un signe de faiblesse apte à l'inciter à privilégier avec les collectivités une action contentieuse, plutôt que la voie négociée et partenariale.
- **Chapitre 3 – section 2-1 :** La conclusion mériterait une formulation différente à la fois pour distinguer la portée de la suppression de la clause d'exclusivité selon qu'il s'agit de construction ou de fourniture de service, et pour mieux souligner que la suppression formelle de la clause d'exclusivité n'est pas impérative en droit. En effet, juridiquement cette clause est actuellement inopérante en droit, dès lors il n'y aurait pas lieu de conclure sur ce point un avenant.

Ce constat mettrait en perspective un nouvel équilibre dans les relations entre acteurs, car l'absence d'exclusivité est sans effet sur la validité du contrat. Seules les conséquences en matière de modifications économiques de l'équilibre du contrat et du droit éventuel à indemnisation sont à apprécier de manière très différente. Les collectivités ne seraient plus « mise en accusation » comme étant le mauvais élève de l'exécution du contrat, mais la charge de la preuve est renversée pour incomber désormais au câblo-opérateur.

- **Chapitre 3 – section 3 :** l'insertion de ce paragraphe et notamment de la dimension « très haut débit », dans la cadre contractuel en vigueur, par l'ARCEP, mérite une explication complémentaire quant à sa pertinence. En effet, la démarche va au delà de la commande du législateur en proposant « d'explorer un nouveau cadre contractuel avec le câblo-opérateur ». Cette proposition est à notre égard risquée, en effet, elle pourrait constituer une ouverture dont le Câblo-opérateur pourrait s'emparer, dans une logique éloignée de celle d'un partenariat.

\*\*            \*\*  
\*\*